

## AUDIENCE DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE LYON DU 24 FÉVRIER 2022

### Pont de Fleurville - réaction du Conseil Départemental de l'Ain.

**Le Conseil départemental de l'Ain prend acte des conclusions du rapporteur public avec lesquelles il est en profond désaccord sur le fond.** Le rapporteur public a en effet demandé la suspension de l'arrêté inter-préfectoral du 28 juin 2021 - signé par les Préfets de la Saône-et-Loire et de l'Ain- qui accordait l'autorisation environnementale destinée à la construction du pont de Fleurville, entre les deux Départements de l'Ain et de la Saône-et-Loire, sur le motif de « l'intérêt public majeur ».

Alors que toutes les étapes de concertation et d'études, notamment environnementales, ont été respectées ; alors que ce projet, qui a été étudié du point de vue sécurité, environnement et mobilité douce, est à l'évidence d'intérêt général, le rapporteur public a choisi de demander son arrêt sur la foi des critiques d'une association politisée, qui a choisi de méconnaître les réalités de la vie quotidienne des Aindinois et des Saône-et-Loiriens.

Cette suspension demandée par le rapporteur public aura **des répercussions importantes sur la vie quotidienne des habitants et sur la vie économique des deux territoires.** Le pont actuel, construit en 1899, est sous surveillance renforcée et ne permet plus une circulation des habitants et des marchandises en toute sécurité : emprunté par environ 7 000 véhicules chaque jour, il fait l'objet d'une surveillance constante et, depuis 2013, d'une restriction de circulation, obligeant les poids lourds de plus de 26 tonnes à un long détour pour enjamber la Saône.

**La reconstruction d'un pont neuf permettrait une circulation à double sens, à une vitesse accrue (70km/h), autoriserait le transit de poids lourds jusqu'à 44 tonnes et permettrait les mobilités douces (vélo et piéton).** Il s'agit donc d'un enjeu majeur pour le territoire.

Dans l'attente de la décision de la justice, les Départements de l'Ain et de la Saône-et-Loire vont se concerter pour analyser les conséquences d'une éventuelle suspension.

En cas de décision défavorable, le Département se réserve le droit de faire appel.

#### CONTACT PRESSE

##### CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'AIN

Direction de la communication

Tél. 04 74 32 32 16

communication@ain.fr

[www.ain.fr](http://www.ain.fr)

